

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 31/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AFM Recyclage**

ZI de la Touche  
8 rue des entrepreneurs  
44290 GUEMENE PENFAO

Références : N3-2023-570-RapportInspection

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement DERICHEBOURG implanté ZI de la Touche 8 rue des entrepreneurs 44290 GUEMENE PENFAO. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopinée en raison de plaintes de voisinage pour des nuisances sonores

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DERICHEBOURG
- ZI de la Touche 8 rue des entrepreneurs 44290 GUEMENE PENFAO
- Code AIOT dans GUN : 0006303060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Centre de tri-transit de ferrailles et de dépollution de VHU

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite de suivi du plan de résorption des nuisances sonores

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/
3	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/07/2021, article R. 511-9	/

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déploiement d'un plan de réductions des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/
4	Limitation des accès au site	Arrêté Ministériel du 26/01/2012, article 15	/
5	Tri des déchets	Décret du 10/03/2016, article Section 3	/
7	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectivement déployé un plan d'action visant à limiter ses émissions sonores. Cette visite du 25/05/23 s'est déroulée en présence d'une partie des riverains qui s'est montrée satisfait de la démarche. Ils ont également reconnu une amélioration de la situation. Les résultats de cette nouvelle campagne de mesures seront rendus fin juin.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déploiement d'un plan de réductions des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des niveau sonores et des émergences
<p><b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – A la suite de plaintes récurrentes de riverains, plusieurs campagnes de mesures de bruits ont été réalisées en 2016, 2020 et 2022. Ces mesures ayant mis en évidence des dépassements des niveaux d'émergence, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'engager un plan d'actions visant à les maîtriser.</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant a déclaré l'engagement d'actions de nature à améliorer la situation, ainsi décliné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Retrait de la location de la maison d'habitation intégrée au périmètre ICPE (à l'origine destinée à du personnel de l'entreprise puis louée pendant 18 ans à un tiers) ;</li> <li>➤ Réduction de l'activité de chalumage qui est progressivement passée de 500 à environ 120 t/mois de ferrailles (déclaration exploitant) ;</li> </ul>

- Rappels réguliers des consignes et des bonnes pratiques au travail, notamment les opérations bruyantes comme les manutentions des ferrailles ;
- Remplacement à neuf de la pelle hydraulique (plus efficace et moins bruyante) ;
- Renforcement des structures des cases de stockage des ferrailles (murs de construction en béton en limite de propriété de type "légo").

**L'inspection des installations classées considère que les actions conduites par l'exploitant sont de nature à réduire les nuisances sonores ressenties par les riverains. Le plan d'actions est à entretenir par une mise à jour au fil de l'eau.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## **N° 2 : Contrôle des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits

**Prescription contrôlée :**

Contrôle des émissions sonores

**Rappel de la situation de la visite du 01/06/22** – À la suite du déploiement du plan d'actions évoqué, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de procéder à un contrôle des émissions sonores (les niveaux en limites de propriété et les émergences chez les tiers).

**Constats** – Considérant la nouvelle intervention des riverains en janvier 2023, l'inspection a proposé que ces mesures soient conduites en leur présence avec une activité représentative de l'établissement. Dans le cas présent, il s'agissait d'un chargement de camions par demi-journée. Pour cette nouvelle campagne, les mesures liées à la maison d'habitation du site ont été retirées du plan de contrôle en raison de son retrait de la location.

**L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant que les mesures soient exécutées selon la réglementation et les normes en vigueur (dont l'arrêté ministériel du 23/01/97 et la norme AFNOR NF S 31-010) et que le rapport de contrôle lui soit transmis à réception, dont l'exploitant aura commenté les résultats et, le cas échéant, accompagné de nouvelles propositions techniques de réductions des émissions sonores.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2021, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réglementation applicable
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de classement et application des textes
<p><b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – L'établissement dispose d'une autorisation initiale du 23/05/89 et d'un donner acte du 22/08/16 qui lui permet de bénéficier de l'antériorité pour les rubriques 2713, 2718 et 2710-1-a sous le régime de l'autorisation, 2712 sous le régime de l'enregistrement et 2714, 2716 et 2710-2-c sous le régime de la déclaration.</p> <p>Tenant compte de la parution du décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 qui a modifié le régime de plusieurs rubriques qui concernent l'établissement, un donner acte a été rédigé le 14/06/22. Par ailleurs, l'agrément VHU a été mis à jour pour ajuster les quantités effectivement traités de VHU (arrêté préfectoral du 01/07/22).</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant a indiqué que les quantités de batteries (seuls déchets dangereux présents dans l'établissement en dehors des fluides liés à la dépollution des VHU), fixées dans son tableau de classement, ne correspondent pas à ses activités et ses pratiques, notamment en raison de la capacité de chargement des enlèvements de ces déchets qui est optimisée à 28 tonnes pour un chargement complet.</p> <p>À date, le classement du site prévoit un stockage de 15 t de batteries au titre de la rubrique 2710-1a) (apports volontaires par les particuliers) et 26 t pour la rubrique 2718 (batteries dites de "traction", installées sur des engins de manutention), auxquelles s'ajoutent les retraits liés à l'activité VHU.</p> <p><b>Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter un PAC dans le but de mettre sa situation administrative à jour.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Limitation des accès au site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat de la clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> Clôture sur la totalité du périmètre de l'installation d'une hauteur minimale de 2 m à remettre en état.
<p><b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – Une partie des clôtures du chantier était à remettre en état.</p> <p><b>Constats</b> – Les clôtures ont été réparées et complétées par des coupes-vues pour les parties grillagées et des murs en béton (de type "légo") pour les casiers de ferrailles, ce qui évite les renversements de matières à l'extérieur du site, facilite leur exploitation et atténue les bruits comme déjà indiqué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Tri des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 10/03/2016, Section 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Déchets ultimes
<p><b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – La zone de regroupement de déchets non dangereux provenant d'entreprises (anciennement des DIB) en attente d'évacuation accueillait un mélange de cartons propres, palettes et de grandes quantités de plastiques, le mélange présentant peu de possibilités de valorisation. Ces constats laissaient donc apparaître un tri 5 flux très approximatif. L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de prendre les mesures adaptées pour que de tels constats ne puissent être reconduits.</p> <p><b>Constats</b> – La zone "DIB" reçoit désormais une quantité très limitée de déchets en mélange difficiles à valoriser au vue de leur état et une plus importante zone de tri qui accueille des palettes et des bois propres (vu lors de cette visite).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dotation en moyens
<p><b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – L'exploitant dispose d'une citerne aérienne d'eau, destinée à la défense contre l'incendie raccordée à un surpresseur qui alimente des manches d'incendie. L'inspection des installations classées avait demandé que l'exploitant s'assure que cet équipement soit connu et validé par le SDIS et qu'il dispose d'une signalétique adaptée. Concernant la citerne, son intégrité physique était à garantir compte tenu de la puissance et la taille des engins qui évoluent au sein de l'établissement (par exemple, un obstacle qui interdise un choc).</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant indique que la défense incendie est assurée par les 3 hydrants de la zone d'activités dont 1 est positionné à l'entrée du site, ce dernier a fait l'objet d'un contrôle le 19/03/19 (75 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar).</p> <p>Par contre, la citerne de 100 m<sup>3</sup> est à usage interne, elle est repérée et a fait l'objet d'une protection contre les chocs. Elle n'est pas comptabilisée comme moyens de défense par le SDIS.</p> <p><b>L'inspection des installations classées a demandé à ce qu'elle soit équipée d'un moyen de contrôle de son niveau de remplissage.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des incendies
<b>Prescription contrôlée –</b> Protection des zones de travail
<b>Rappel de la situation de la visite du 01/06/22</b> – L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant d'aménager la zone de chalumage afin qu'elle soit exempte de toute présence de matière inflammable, combustible ou susceptible d'aggraver ou de propager un sinistre. En tout état de cause, une distance minimale libre d'au moins 10 m, comptée à partir des limites de ce chantier, est attendue.
<b>Constats</b> – Lors de cette nouvelle visite, la zone était dégagée tel que demandé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée</b> – Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats</b> – L'exploitant tient à jour une comptabilité des stocks entrants/sortants des matières présentes au sein de l'établissement par typologie et catégories de déchets (cartons, bois, verres, batteries...).
Toutefois, l'inspection des installations classées considère que ce suivi ne répond pas complètement aux objectifs de la prescription contrôlée.
En effet, si ce suivi peut-être estimé satisfaisant dans le cas de contrôles de conformité des activités à l'arrêté d'exploitation, il apparaît que ces informations ne sont pas immédiatement utilisables par les équipes d'intervention des pompiers et qu'elles nécessitent un accès au réseau du site et leur exploitation par un personnel spécialisé.
<b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être en mesure de rendre compte de l'état des stocks disponibles rapidement et à distance afin que ces informations soient mises à la disposition des secours dans les meilleurs délais.</b>
L'exploitant rapporte des difficultés d'un suivi précis des stocks au quotidien et propose une mise à disposition des données dans l'ordre de grandeur des déchets par catégorie, ce qui peut être accepté sous réserve qu'elle soit effectivement représentative du potentiel du risque présenté.
<b>La mise en place de l'organisation qui donne accès à cette connaissance devra être effective sous 1 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet